

PROJET "KARYA / KOREY"

L'EMPOUVOIREMENT DES JEUNES AU FONDAMENT DE LA MOBILISATION EN FAVEUR DES DSSRAJ

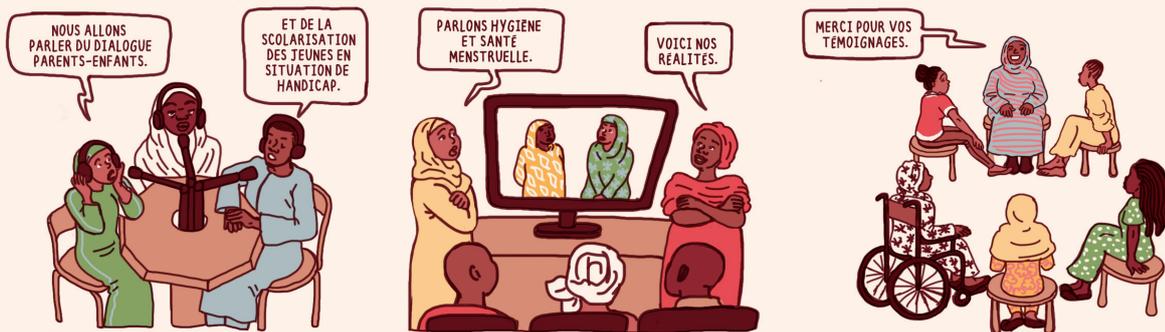
AU NIGER, LES DSSRAJ SONT UN SUJET SENSIBLE ET NÉGLIGÉ QUI PEINE À SE FAIRE UNE PLACE DANS LE DÉBAT PUBLIC ET DANS LA SPHÈRE PRIVÉE.



L'ÉQUIPE PROJET KARYA KOREY ET DE JEUNES COACHS ONT DONC DÉCIDÉ DE FORMER SUR LEURS DSSR 40 JEUNES FILLES DANS 4 COMMUNES. AGENT·E·S DE SANTÉ ET ÉLU·E·S LOCAUX·LES ONT AUSSI ÉTÉ FORMÉ·E·S, PARFOIS PAR LES JEUNES FILLES ELLES-MÊMES



DES ÉMISSIONS RADIOS, DES VIDEOS DE SENSIBILISATION, DES GROUPES DE PAROLE ONT ÉTÉ ORGANISÉS AU SEIN ET AVEC LES COMMUNAUTÉS.



CERTAINES RENCONTRES AVEC LES AUTORITÉS ONT DONNÉ LIEU À DES PRISES D'ENGAGEMENT.

ET LE PROJET KARYA KOREY A MÊME SUSCITÉ DES DÉBATS À LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES ET CULTURELLES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE!



INFOS CLÉS

Dans le cadre du projet Karya/Korey, 40 jeunes filles nigériennes des régions de Zinder, Maradi, Tillabéri et Niamey – dont certaines en situation de vulnérabilité ou de handicap – ont été accompagnées afin de devenir les porte-voix des DSSRAJ auprès de leurs communautés, des élu·e·s, autorités, parlementaires et agent·e·s de santé. Elles ont mis en œuvre des actions de mobilisation sociale, de sensibilisation de proximité et d'interpellation des acteur·rice·s influent·e·s. Leur empouvoirement a favorisé la construction et la pérennisation d'un cadre de concertation et de redevabilité mutuelle entre les parties prenantes.

DURÉE ET ÉTAPES-CLÉS

Juin 2021 → Juillet 2023

- 1 MISSION DE PRÉFIGURATION
- 2 ATELIER DE LANCEMENT
- 3 ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE D'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES FILLES
- 4 FORMATIONS ET RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES JEUNES ET AUTRES PARTIES PRENANTES
- 5 SEMAINE DES ACTIVISTES
- 6 RENCONTRES ET DISCUSSIONS INTERPERSONNELLES
- 7 ACTIONS DE PLAIDOYER

RÉSULTATS-CLÉS

1. Capacité de mobilisation et d'organisation des jeunes filles et confiance en soi renforcées
2. Crédibilité accrue des jeunes filles auprès de leur communauté et des acteur·rice·s influent·e·s
3. Connaissances des prestataires renforcées sur les DSSRAJ et plus grande volonté à délivrer les bonnes informations.
4. Inclusion des jeunes dans la planification des actions et décisions par les autorités locales

PARTIES PRENANTES

- 40 jeunes filles des zones d'intervention Elu·e·s locaux·les et nationaux
- Autorités préfectorales
- Mairies
- Chefs coutumiers et religieux
- Prestataires et expert·e·s de la santé (médecins, sages-femmes, infirmier·e·s)
- Médias et animateur·rice·s radio
- Parents

ZONE D'INTERVENTION

Communes urbaines de Tessaoua, Magaria, Say et le 2^e Arrondissement communal de Niamey, situées respectivement dans les régions de Maradi, Zinder, Tillabéri et Niamey.

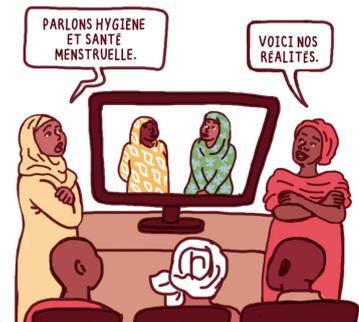


LES DÉFIS DE LA PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE EN SANTÉ ET DES DSSR-AJ AU NIGER

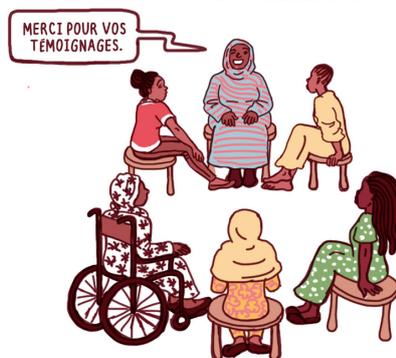
Au Niger, l'accès des jeunes et adolescent·e·s aux DSSR est limité par une série de défis sociaux, culturels, sécuritaires et politiques. Dans un contexte marqué par l'insécurité alimentaire, les crises humanitaires et plus récemment par un coup d'État militaire, les DSSR tendent à être relégués au second plan. La normalisation socio-culturelle de certaines pratiques telles le mariage d'enfants (76% chez les filles selon UNICEF, 2022) contraint l'action des autorités pour garantir les DSSR des adolescent·e·s et jeunes. Les difficultés de communication, la relation d'autorité parents-enfants et la valorisation du recours à l'abstinence accentuent les problèmes d'accès aux informations. Le faible renforcement des compétences des agent·e·s de santé, éloigné·e·s des espaces de décision et de formation, compromet également l'accès de tou·te·s aux services de santé, malgré les politiques de gratuité. Les jeunes en situation de handicap, victimes de marginalisation

et de discrimination dans l'ensemble des espaces, dont les centres de santé tendent à développer un sentiment de non-appartenance sociale.

« Est-ce que, si je prends la parole, on m'écoute ? Les gens pensent-ils que je suis une personne bonne à rien ? (...) Toutes ces questions en suspens nous empêchent de prendre la parole. » Jeune fille activiste en situation de handicap



L'EMPOUVOIREMENT DES JEUNES FILLES POUR CATALYSER LA CONCERTATION MULTI-ACTEUR·ICE·S



Karya Korey a réuni 40 jeunes filles de 14 à 22 ans, avec différents niveaux scolaires, maîtrisant différentes langues, certaines se trouvant en situation de vulnérabilité ou de handicap, avec l'objectif d'encourager leur leadership. Dans les quatre zones du projet, des ateliers de lancement et de formations sur différentes thématiques (DSSR, dialogue parents-enfants, scolarisation des jeunes filles, mariages précoces, hygiène menstruelle...) ont permis aux jeunes de prendre conscience de leurs droits et de renforcer leur compréhension des concepts.

« Les formations m'ont apporté une grande ouverture d'esprit. Maintenant, je connais mes droits et sais comment les défendre. Je connais le leadership. Je sais que c'est un bon et un mauvais leader. » Jeune fille activiste

Leur prise de parole publique n'étant traditionnellement ni valorisée ni encouragée, devenir actrice d'activités de sensibilisation de masse (émissions radios, vidéos de sensibilisation, etc) et interpersonnelle leur a permis de surmonter cet obstacle. Cela a légitimé leur présence dans l'espace public, notamment au niveau communautaire. Au sein du collectif, la confrontation des expériences, le partage et la solidarité entre pair·e·s ont également été bénéfiques. Tout au long du projet, la préparation des rencontres avec les autorités leur a offert l'occasion de développer des connaissances et compétences techniques (outils, stratégies de plaidoyer...) notamment au niveau local.

« J'ai appris à faire face aux autorités. On a eu à faire des rencontres, c'est un atout de pouvoir faire face aux autorités et de leur dire ce que l'on souhaite. » Jeune fille activiste

« Elle ne savait pas ce qu'était un plan de développement communal avant le projet [maintenant] elle attend le plan de développement communal ! » Jeune fille activiste en situation de handicap en langue locale, traduite par un membre de l'équipe projet

Leur empouvoirement a permis de nourrir leur engagement et par extension, le sentiment de redevabilité mutuelle entre elles et les autorités.

LE POUVOIR DES JEUNES ENGAGÉ·E·S : DES RELAIS ESSENTIELS ET RECONNUS PAR LEUR COMMUNAUTÉ



Valoriser et légitimer la parole des jeunes filles activistes auprès de leur propre communauté fut crucial pour pérenniser leur empowerment et leur engagement mais aussi pour emporter l'adhésion de leur communauté aux actions organisées. Malgré l'attitude défiante de certaines de leurs pairs, n'ayant pas été sélectionnées en début de projet, les activités de sensibilisation interpersonnelle ont permis aux activistes de gagner leur confiance. Les groupes de parole mixtes et non-mixtes,

dont les thématiques ont été adaptées aux zones concernées (mariage précoce, viol, consommation stupéfiants, etc), ont offert des espaces de parole inédits.

« Au sein de ma communauté je me sens libre, considérée, importante, respectée. » Jeune fille activiste

La forte participation des familles, notamment des mères, aux débats lors des émissions radios a particulièrement marqué et motivé les jeunes filles. Leur engagement dans le projet et leur appartenance à un collectif ont été un facteur de crédibilité aux yeux des parents. Cette reconnaissance communautaire a renforcé la volonté et l'intérêt des jeunes à s'engager dans la « vie politique » tout en inspirant les autres et en créant de l'engouement autour de leur mission. La plupart d'entre elles souhaitent poursuivre leur engagement dans d'autres structures et/ou projets.

SYNERGIE D'ACTION ET REDEVABILITÉ : IMPLIQUER LES AUTORITÉS DANS TOUTE LEUR DIVERSITÉ

Les coachs des jeunes filles activistes, jeunes leaders locaux·les, ont facilité les échanges entre le groupe et les autorités en coordonnant leur organisation via WhatsApp. Les jeunes activistes ont appris à identifier des alliés·es, adapter leurs actions aux cibles, à leurs sphères d'influence et préoccupations personnelles. Des rencontres entre jeunes et autorités locales ont permis aux élu·e·s et conseiller·e·s de se familiariser avec le concept de DSSR, et de se questionner sur leur accessibilité et leur garantie.

« Je me sens à présent investi d'un devoir de défense des DSSRAJ. Je dois le prendre à bras le corps, pour à tout moment et en tout lieu défendre leurs causes. » Elu local

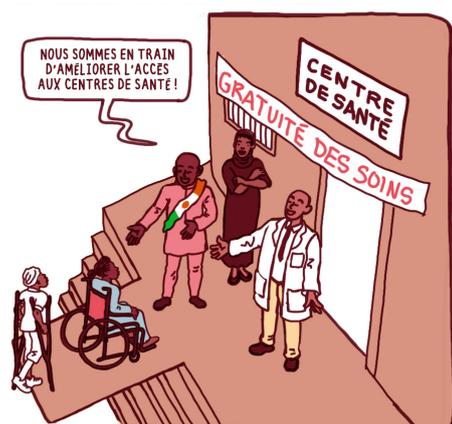
FAIRE DES PRESTATAIRES DE SANTÉ DES ALLIÉ·E·S DES JEUNES

Les agent·e·s de santé sont une interface incontournable dans l'accès des jeunes et adolescent·e·s aux informations, services et produits relatifs à leur SSR. Leur mobilisation auprès des jeunes est un accélérateur de leur empowerment. Karya Korey a mis à disposition des prestataires, des formations et sensibilisations en matière de DSSRAJ, sensibles à la situation des jeunes vivant avec un handicap. L'ensemble des agent·e·s interrogé·e·s reconnaissent les changements de perceptions et représentations expérimentées, sur les jeunes et sur leur propre rôle.

« Il y avait une barrière. On a eu des problèmes pour pouvoir casser cette barrière, mais il n'y a plus de tabou entre les agent·e·s de santé et les jeunes. » Membre de l'équipe projet

Avoir dépassé certains tabous leur permet aujourd'hui d'assurer aux jeunes un meilleur accueil dans les centres de santé, une attention plus adaptée et confidentielle, et des conseils pertinents. Des rencontres et sensibilisations entre jeunes/agent·e·s de santé ont participé à la construction d'une relation de confiance. Le sentiment d'utilité est également devenu un moteur important de travail, chez des prestataires, en légitimant leur posture. Certain·e·s ont aussi appris qu'ils et elles avaient le droit de contribuer à la rédaction des plans d'action des districts sanitaires.

« Je les traite comme ma fille, comme ma petite sœur. (...) Je suis à leur disposition à chaque fois. Si elles ont peur d'une autre prestataire, elles peuvent venir me voir. » Prestataire de santé



L'une des difficultés identifiées lors du projet concerne le manque de transmission et circulation du contenu des formations dont bénéficient généralement les chef·fe·s de santé. La passation des connaissances n'est pas organisée et la formation des agent·e·s de santé n'est pas assez valorisée par leurs supérieur·e·s. Pourtant, certaines prestataires formées dans le cadre de Karya Korey reconnaissent l'impact positif qu'a eu le projet à terme sur la qualité de leur travail et sur leurs relations hiérarchiques, grâce à un gain de crédibilité. L'enjeu d'appropriation et de revendication de leur place par les prestataires reste important afin de renforcer leur appui à l'empowerment des jeunes.



Certain·e·s élu·e·s se sont engagé·e·s auprès des jeunes en prenant des mesures concrètes, comme l'installation de rampes d'accès dans les bâtiments publics ou en les intégrant dans des cadres de concertation permanents destinés à la révision de politiques et budgets locaux. Le discours de certains chefs coutumiers a évolué en faveur des DSSR. Enfin, des échanges à l'Assemblée Nationale ont permis d'enclencher un débat sur la pertinence du concept de « démocratie en santé » et de déconstruire des préjugés.

« Nous avons constaté que ce que vous êtes en train de dire et ce que nous disons, ce sont les mêmes choses. Avant de venir ici, j'ai parlé avec un marabout qui m'a dit que depuis janvier, il a vu 24 divorces. (...) Nous nous ne voulons pas le divorce c'est pourquoi il faut lutter contre les mariages précoces. » Leader religieux

Les autorités locales, coutumières et religieuses ont joué un rôle de synapse essentiel et cette alliance a favorisé l'ouverture d'un dialogue avec les prestataires, qui ont alors pris part aux activités.

EXERCER LA DÉMOCRATIE EN SANTÉ : LES 5 LEVIERS DU PROJET KARYA / KOREY

→ TRAVAILLER AVEC DES ÉQUIPES ANCRÉES LOCALEMENT

afin d'identifier les enjeux et besoins des parties prenantes, les allié·e·s et d'avancer vers une mobilisation multi-acteur·rice·s durable et transformatrice.

→ IMPLIQUER DIVERSES STRUCTURES LOCALES, RECOURIR AU RÉSEAU (ORGANISATIONS, COMMUNAUTÉS, GROUPES DE JEUNESSES, ETC)

pour identifier les partenaires jeunes et améliorer leur représentativité dans les espaces de décision politique et au sein même des projets.

→ PLANIFIER DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION DE MASSE

pour ouvrir progressivement des espaces privés et publics de sensibilisation interpersonnelle (famille, école, centres de santé...).

→ FAVORISER LA VALORISATION ET LA RECONNAISSANCE COMMUNAUTAIRE

de l'engagement des jeunes activistes pour légitimer leur action, soutenir un esprit de dialogue et aller vers plus de redevabilité mutuelle.

→ IMPULSER LA CRÉATION D'UN POOL D'ALLIÉ·E·S

(autorités, prestataires) autour des jeunes filles en engageant et formant les acteur·rice·s influent·e·s et en identifiant les oppositions.

Projet mis en œuvre par



Soutien technique



Financé par



Avec le soutien de



BILL & MELINDA
GATES foundation

Ce document a été produit dans le cadre du programme FONDEMSAN financé par l'Organisation Ouest Africaine de la Santé. Il fait partie d'un lot de fiches destinées à présenter différents modèles de mobilisation de la société civile et d'exercice de la démocratie en santé en lien avec les droits et la santé sexuelle et reproductive des adolescent·e·s et jeunes (DSSRAJ) dans l'espace francophone de la CEDEAO. Le document a été construit par le consortium du projet (ONG Dimol, Hayatoune afdale, l'ONPSME/Baani) avec l'appui d'Equipop et à partir de témoignages des parties prenantes du projet. Destinée à tous publics, et en particulier à la communauté d'acteurs et actrices agissant en faveur des DSSR, cette fiche de capitalisation peut servir à alimenter le développement, le financement et la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la démocratie en santé pour faire avancer les politiques de DSSRAJ. Un grand remerciement à tou·te·s celles et ceux qui ont contribué à la réussite du projet et aux travaux de capitalisation.

Direction de la publication : Organisation Ouest Africaine de la Santé • Rédaction en chef : Equipop • Comité de rédaction : Ibrahima Boubacar, Cina Gueye, Solenn Lorre, Elise Petitpas • Suivi éditorial : Camille Frouin • Illustrations : KAM • Création graphique : Jean-Luc Gehres - welcomedesign.fr